

Élaboration de politiques en temps de crise: garantir la réactivité sans renforcer la polarisation

La capacité d'adaptation des systèmes démocratiques en période de crise dépend du maintien de la confiance du public et de la légitimité. L'expérience de la pandémie de COVID-19 a démontré que les politiques de crise doivent être conçues sur la base de justifications claires, de transparence et d'objectifs limités dans le temps afin d'éviter qu'elles ne deviennent des éléments permanents du discours politique. Au-delà du COVID-19, cela devrait encourager les décideurs-euses politiques à prendre en

compte l'opinion publique et les préférences des citoyen-ne-s lorsqu'ils et elles mettent en œuvre des politiques drastiques en période de crise. Plus largement, les crises de santé publique, les menaces pour la sécurité et les défis migratoires exigent des réponses coordonnées à l'échelle internationale qui concilient la gestion des risques et les droits fondamentaux. Il est capital pour la gouvernance démocratique que les gouvernements adoptent des approches adaptatives et fondées sur des données factuelles, qui préservent à la fois la sécurité publique et les libertés démocratiques.

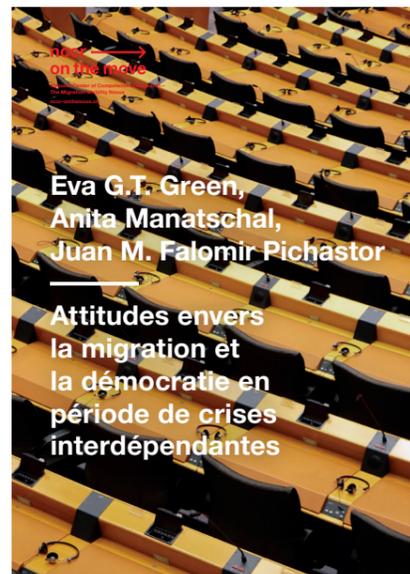
Lectures complémentaires

Altiparmakis, A., Bojar, A., Brouard, S., Foucault, M., Kriesi, H., & Nadeau, R. (2021). *Pandemic politics: Policy evaluations of government responses to COVID-19*. *West European Politics*, 44 (5-6), 1159-1179.

Drouhot, L. G., Petermann, S., Schönwälder, K., & Vertovec, S. (2021). *Has the Covid-19 pandemic undermined public support for a diverse society? Evidence from a natural experiment in Germany*. *Ethnic and Racial Studies*, 44 (5), 877-892.

Michel, E., Manatschal, A., Green, E.G.T. (2024). *Explaining Support for Border Closures During the COVID-19 Pandemic: Exposure, Political Attitudes, or Pandemic Policy Feedback?* *International Journal of Public Opinion Research*, 36(3), edae036.

Piccoli, L., Dzankic, J., Ruedin, D., & Jacob-Owens, T. (2023). *Restricting Human Movement During the COVID-19 Pandemic: New Research Avenues in the Study of Mobility, Migration, and Citizenship*. *International Migration Review*, 57(2), 505-520.



Attitudes envers la migration et la démocratie en période de crises interdépendantes

Eva G.T. Green, Anita Manatschal et Juan-Manuel Falomir Pichastor

Projet du «nccr – on the move»

Ce projet examine les attitudes envers la migration et la démocratie dans les pays du Nord et du Sud dans le contexte des crises internationales (par exemple, le COVID-19, les changements climatiques et la montée des normes antidémocratiques). En combinant les perspectives de la psychologie sociale et des sciences politiques, nous basons nos recherches sur des données d'enquêtes transversales et longitudinales et des expérimentations.

Contacts pour en bref #25: Elie Michel, chercheur senior, Université de Lausanne, elie.michel@unil.ch, Anita Manatschal, professeure et cheffe de projet nccr – on the move, Université de Neuchâtel, anita.manatschal@unine.ch

Le «nccr – on the move» est le Pôle de recherche national (PRN) consacré aux études sur la migration et la mobilité. Son objectif est de mieux comprendre les phénomènes liés à l'interaction entre migration et mobilité en Suisse et au-delà. Il réunit des domaines de recherche relevant des sciences sociales, de l'économie et du droit. Géré par l'Université de Neuchâtel, le nccr – on the move est actuellement dans sa troisième phase (2022–2026) pour laquelle il bénéficie d'un financement du FNS de 10,8 millions de francs suisses. Le réseau comprend onze projets de recherche conduits dans huit universités suisses: les universités de Bâle, Genève, Lausanne, Neuchâtel, ainsi que le EPF de Zurich, le Graduate Institute de Genève, la Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale et la Haute Ecole Spécialisée zurichoise.

«en bref» fournit des réponses à des questions actuelles dans le domaine des migrations et de la mobilité – sur la base des résultats de la recherche qui ont été élaborés dans le cadre du «nccr – on the move». Les auteur-e-s assument la responsabilité de leurs analyses et arguments.

Contact pour la série: Julia Litzkow, responsable du transfert de connaissances, julia.litzkow@unine.ch

nccr →
on the move

National Center of Competence in Research –
The Migration-Mobility Nexus
nccr-onthemove.ch

Université de Neuchâtel,
Rue Abram-Louis-Breguet 2,
2000 Neuchâtel, Suisse

nccr →
on the move

National Center of Competence in Research –
The Migration-Mobility Nexus

nccr-onthemove.ch



Elie Michel, Anita Manatschal,
Eva G.T. Green

Soutien à la fermeture des frontières
pendant la pandémie de COVID-19:
la politique comme d'habitude?

en bref #25, juin 2025

Fonds national
suisse

Les Pôles de recherche nationaux (PRN) sont
un instrument d'encouragement du Fonds national suisse

Messages aux décideuses et décideurs

L'efficacité et la légalité des politiques de fermeture des frontières pendant la pandémie de COVID-19 restent contestées.

—

Les citoyen-ne-s sont réceptifs-ves aux politiques gouvernementales en période de crise ; l'opinion publique et les préférences des citoyen-ne-s doivent être prises en compte lors de la mise en œuvre de mesures radicales en période de crise.

—

La gestion des crises nécessite des réponses internationales coordonnées et fondées sur des données factuelles et doit concilier la gestion des risques et le respect des droits fondamentaux.

Ce que nous entendons par ...

... fermeture des frontières

La fermeture des frontières désigne la restriction temporaire ou à long terme des mouvements transfrontaliers imposée par les gouvernements en période de crise. Contrairement aux contrôles migratoires ciblés, les fermetures de frontières en période de crise (par exemple des pandémies, des menaces pour la sécurité ou des chocs économiques) s'appliquent souvent de manière bidirectionnelle, elles concernent donc à la fois l'entrée et la sortie du territoire.

... opinion publique

L'opinion publique désigne l'ensemble des attitudes, croyances et perceptions du public en général, ou de segments spécifiques de la société, sur des questions particulières. Elle est façonnée par des facteurs multiples, tels que les médias, le discours politique et l'expérience personnelle. L'opinion publique peut influencer l'élaboration des politiques publiques, non seulement en temps normal, mais aussi en période de crise.

La pandémie de COVID-19 a entraîné des fermetures de frontières sans précédent, souvent présentées comme des mesures sanitaires d'urgence, qui ont restreint et remodelé la mobilité mondiale. Le soutien public aux politiques de fermeture des frontières a suivi des dynamiques politiques établies, les préférences partisans et la réactivité des politiques publiques en étant les principaux déterminants. Alors que les contrôles aux frontières refont surface dans les débats politiques – depuis les mesures liées à la pandémie à la gestion migratoire – il est important que les décideurs-euses politiques reconnaissent comment l'opinion publique sur ces enjeux est façonnée par les processus politiques et les réactions individuelles aux politiques adoptées. Comprendre ces dynamiques est essentiel pour la gestion des crises futures et le maintien des libertés démocratiques.

La pandémie de COVID-19 a déclenché une vague sans précédent de fermetures de frontières, restreignant la mobilité à l'échelle mondiale. Contrairement aux crises précédentes, ces mesures ont souvent été globales et bidirectionnelles, limitant non seulement l'immigration, mais aussi la capacité des citoyen-ne-s à quitter leur propre pays. Ces mesures ont entraîné une réduction spectaculaire de toutes les formes de mobilité humaine pendant la crise (migration professionnelle et familiale, voyages d'affaires, tourisme, mobilité transfrontalière, etc.). Des restrictions aussi étendues étaient sans précédent dans les sociétés démocratiques en temps de paix, ce qui a soulevé des questions cruciales quant à la manière dont elles étaient perçues par le public. Les citoyen-ne-s ont-ils et elles considéré ces mesures comme des politiques de santé publique exceptionnelles ou les ont-ils et elles perçues à travers le prisme d'attitudes politiques plus générales en matière de mobilité, de migration et de sécurité ?

—

« Le soutien public aux politiques de fermeture des frontières a suivi des dynamiques politiques établies, les préférences partisans et la réactivité des politiques publiques en étant les principaux déterminants. »

—

L'opinion publique suit une logique politique et non sanitaire

Bien qu'elles aient été présentées comme une réponse à une urgence sanitaire immédiate, les mesures de fermeture des frontières n'ont pas été principalement soutenues par crainte de la contagion ou par l'importance de la pandémie en termes de cas ou de décès liés au COVID-19. En réalité, si les premières restrictions de voyage ont peut-être ralenti la propagation initiale de la pandémie, les mesures de restriction

nationales (distanciation sociale, confinement, port obligatoire du masque) se sont avérées beaucoup plus efficaces pour contrôler le COVID-19. Le soutien de la population aux mesures de fermeture des frontières était plutôt motivé par des attitudes politiques préexistantes, telles que l'idéologie d'extrême droite et la méfiance à l'égard des étrangers. Cela correspond à des tendances établies depuis longtemps dans l'opinion publique à l'égard des migrations, ce qui suggère que de nombreux-euses citoyen-ne-s ont perçu la fermeture des frontières moins comme une réponse temporaire à la pandémie que comme la continuation de politiques restrictives en matière de frontières.

—

« Bien qu'elles aient été présentées comme une réponse à une urgence sanitaire immédiate, les mesures de fermeture des frontières n'ont pas été principalement soutenues par crainte de la contagion ou par l'importance de la pandémie. »

—

Au-delà des convictions politiques, la manière dont les citoyen-ne-s ont évalué la réponse d'ensemble de leur gouvernement à la pandémie a également joué un rôle clé dans leur opinion sur la fermeture des frontières. Les personnes qui jugeaient insuffisante la réponse de leur gouvernement au COVID-19 étaient plus susceptibles de soutenir des contrôles frontaliers stricts, ce qui souligne le rôle des politiques publiques elles-mêmes dans la construction des attitudes. L'opinion publique est donc influencée à la fois par l'idéologie et la réactivité des politiques.

Rétroaction des politiques : comment l'action gouvernementale façonne le soutien

La pandémie a également mis en évidence une dynamique auto-entretenu entre la gestion des frontières et l'opinion publique. Dans les pays qui ont mis en place des restrictions de voyage strictes, le soutien de la population à ces mesures a généralement été élevé, ce qui suggère une boucle de rétroaction positive : une fois les mesures restrictives mises en place, elles se sont normalisées, rendant l'idée de restrictions de mobilité prolongées plus acceptable pour la population.

—

« Il est essentiel de distinguer les mesures d'urgence légitimes, reposant sur une évaluation des risques rigoureuse et fondée sur des preuves, des restrictions à visée électorale ou partisane, qui risquent de renforcer des biais préexistants contre la mobilité. »

—

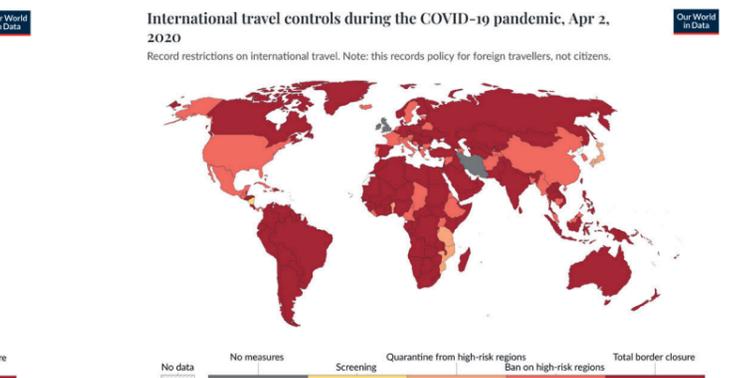
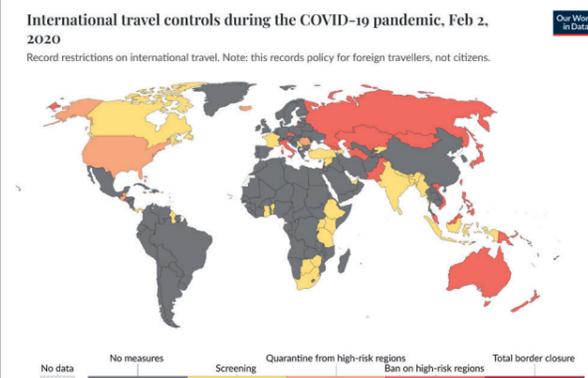
Cependant, cet effet n'a pas nécessairement duré. Au fil du temps, une certaine lassitude s'est installée à l'égard des mesures prises : le soutien à la fermeture des frontières a diminué à mesure que la crise persistait. Ce retournement indique un effet de rétroaction négatif, les restrictions prolongées érodant l'acceptation initiale. Les décideurs-euses politiques doivent reconnaître que les mesures de crise ne sont pas immuables et uniformément acceptées, et que le soutien à des mesures restrictives est sensible au facteur temps, les citoyen-ne-s étant moins disposé-e-s à tolérer des contraintes lorsque les situations d'urgence se prolongent.

Fermeture des frontières au-delà du COVID-19 : gestion de crise ou stratégie politique ?

Si les réponses apportées par les gouvernements à la pandémie de COVID-19 ont été sans précédent pour faire face à une crise mondiale et complexe, les politiques de fermeture des frontières qui en ont résulté s'inscrivent dans une tendance plus large de renforcement des restrictions à la mobilité à l'échelle mondiale. Ces dernières années, les crises – notamment les chocs économiques, les menaces pour la sécurité et les pressions migratoires – ont été utilisées pour justifier le renforcement des contrôles aux frontières, la limitation des mouvements de personnes ou la fermeture totale des frontières. Le deuxième mandat de Donald Trump aux États-Unis, ainsi que le renforcement de la sécurisation des frontières en Europe, illustrent comment des mesures temporaires de gestion de crise aux frontières peuvent se transformer en stratégies politiques à long terme.

Il est essentiel de distinguer les mesures d'urgence légitimes, reposant sur une évaluation des risques rigoureuse et fondée sur des preuves, des restrictions à visée électorale ou partisane, qui risquent de renforcer des biais préexistants contre la mobilité. Si la fermeture des frontières peut parfois s'avérer nécessaire en période de crise, la pandémie a montré que son efficacité et sa légalité sont très controversées. Certain-e-s considèrent même ces fermetures comme illégales au regard du droit international relatif aux droits de l'homme. Notre étude montre que ces politiques influencent directement l'opinion publique, avec des conséquences potentiellement profondes sur les normes démocratiques et les libertés individuelles.

Graphique 1 : Aperçu des contrôles des voyages internationaux pendant la pandémie de Covid-19 entre février et mars 2020



Source: Blatnik School of Government, University of Oxford (2023)
OurWorldinData.org/coronavirus